

LOT

PROTECTION FONCTIONNELLE ET PROTECTION JURIDIQUE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES - CONDITIONS PARTICULIÈRES

Partie 1 : Prestations d'assurance

En complément et par dérogation éventuelle aux dispositions moins favorables des Conditions générales, conventions spéciales et en général de toutes les pièces émises par l'assureur, il est expressément convenu ce qui suit :

SOUSCRIPTEUR

CROUS DE L'ACADÉMIE DE CRÉTEIL
représentée par sa Directrice Générale

ADRESSE

70 avenue du Général de Gaulle – 94010 Créteil Cedex

DATE ET HEURE D'EFFET

1^{er} janvier 2026 - 0h00

ÉCHEANCE ANNUELLE

01.01

FRACTIONNEMENT DE PAIEMENT

Annuel

DURÉE

6 ans avec possibilité de résiliation annuelle pour chacune des parties

PRÉAVIS

6 mois

INDICE DE RÉFÉRENCE UTILISÉ

L'indice de référence utilisé est déterminé par le titulaire et paraît au paragraphe 3 de l'acte d'engagement

Le présent document, produit par **riskomnium sas**[®], est protégé par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle et notamment celles des articles L. 111-1 et suivants.

Il est par conséquent interdit, sauf à commettre des actes de contrefaçon, de l'exploiter, de le divulguer à des tiers, de l'utiliser pour tout autre marché que celui constituant l'objet du contrat dont il découle, sans avoir obtenu préalablement l'accord de son propriétaire.

1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SOMMAIRE

LE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

- FORMATION ET EFFET DU CONTRAT
- DURÉE DU CONTRAT
- MODIFICATION DU CONTRAT
- DROIT APPLICABLE AU CONTRAT

LES LIMITES TERRITORIALES DES GARANTIES

L'EXÉCUTION DU CONTRAT

- DÉCLARATION DU RISQUE
- ASSURANCES CUMULATIVES
- COTISATION
- INDEXATION DES GARANTIES ET DES FRANCHISES
- PRESCRIPTION

LA RÉSILIATION DU CONTRAT

- MODALITÉS DE RÉSILIATION
- RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSURÉ
- RÉSILIATION DU CONTRAT SUITE À REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE
- RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR
- RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR OU PAR L'ASSURÉ
- RÉSILIATION DU CONTRAT DE PLEIN DROIT

LES OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRES

- DÉCLARATION D'UN SINISTRE
- PROCÉDURE DE DÉCLARATION DE SINISTRES
- EXPERTISE
- DÉLAI DE RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ
- AVANCE SUR INDEMNITÉ DE SINISTRE
- FRANCHISE PAR SINISTRE
- SUBROGATION

LES DISPOSITIONS DIVERSES

- COASSURANCE
- COMMUNICATION DES STATISTIQUES SINISTRES ANNUELLES
- LITIGES
- DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

LES EXCLUSIONS GÉNÉRALES

LES DÉFINITIONS DES GARANTIES

LE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

FORMATION ET EFFET DU CONTRAT

Le contrat est conclu dès sa signature par l'assureur et par le souscripteur.

Il prend effet aux date et heure indiquées en page une, ou, le cas échéant, à la date indiquée par l'assureur lors de la notification.

Les dispositions indiquées ci-dessus s'appliquent également, le cas échéant, pour les avenants au contrat.

DURÉE DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour la durée prévue page 1 des présentes dispositions avec possibilité de résiliation annuelle. En effet, le souscripteur et l'assureur ont la possibilité d'y mettre fin à l'échéance annuelle par lettre recommandée en respectant le délai de préavis indiqué page 1 des présentes dispositions. Le délai commence à courir à compter de la date figurant sur le cachet de la poste.

MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification (adjonction ou suppression) au contrat d'assurance doit être constatée par avenant signé des parties. Cet avenant, selon la modification, peut engendrer un réajustement de la cotisation, soit à la hausse, soit à la baisse. Ce réajustement sera calculé au prorata temporis en fonction de la date d'effet de la modification et de la date d'échéance du contrat.

En tout état de cause, un avenant ne peut en aucun cas bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet.

DROIT APPLICABLE AU CONTRAT

Le présent contrat est régi par le droit français, et notamment le Code des assurances, le Code de la commande publique.

LES LIMITES TERRITORIALES DES GARANTIES

Les garanties du présent contrat s'exercent sur le territoire des États membres de l'Union Européenne (y compris les DOM-TOM), ainsi que dans la principauté de Monaco, la république d'Andorre, la Suisse, la Norvège et l'Islande.

Les garanties sont étendues au Monde entier pour des déplacements n'excédant pas 3 mois.

L'EXÉCUTION DU CONTRAT

DÉCLARATION DU RISQUE

- **A la souscription** : L'assuré doit répondre exactement aux questions posées pour permettre à l'assureur d'apprécier le risque qu'il prend en charge.
- **En cours de contrat – aggravation du risque** : L'assuré doit déclarer à l'assureur, par lettre recommandée, dans un délai de 15 jours à partir du moment où il en a connaissance, les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence, soit d'aggraver le risque, soit d'en créer de nouveaux et rendent de ce fait inexacts ou caduques les réponses faites à l'assureur lors de la souscription du contrat. L'assureur peut résilier le contrat ou proposer un nouveau tarif. Si l'assuré dans un délai de 30 jours n'a pas accepté les nouvelles conditions l'assureur peut résilier le contrat.
- **En cours de contrat – diminution du risque** : L'assuré doit, par lettre recommandée, déclarer à l'assureur, dans un délai de 15 jours, à partir du moment où il en a eu connaissance, la circonstance nouvelle qui entraîne une diminution de risque. Si l'assureur, dans un délai de 30 jours n'a pas communiqué le montant de réduction de la cotisation, l'assuré peut résilier le contrat.

Sanctions :

- **Réticence ou fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré** : nullité du contrat.
- **Fausse déclaration non intentionnelle** : L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité du contrat. Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur, soit maintient le contrat moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit résilie le contrat. Si elle est constatée après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des cotisations payées par rapport à celles qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

ASSURANCES CUMULATIVES

- **Déclaration** : Lorsqu'un assuré a souscrit plusieurs contrats d'assurance pour garantir le même risque, il doit immédiatement déclarer à chaque assureur, le nom des autres assureurs et les montants de garanties assurés.
- **Souscription de manière frauduleuse ou dolosive** : L'assureur peut demander la nullité du contrat et réclamer des dommages et intérêts.
- **Souscription sans fraude** : Quand elles sont contractées sans fraude, chacune d'elle produit ses effets dans les limites des garanties du contrat quelle que soit la date à laquelle l'assurance aura été souscrite, sachant que l'indemnité ne peut pas dépasser le montant de la valeur de la chose assurée au moment du sinistre. Dans ces limites, le bénéficiaire peut choisir l'assureur de son choix.

COTISATION

- **Cotisation** : La cotisation d'assurance est payable d'avance à l'échéance annuelle indiquée en page 1.
- **Cotisation de révision** : La cotisation de révision est calculée en fonction de la variation des éléments retenus et indiqués aux conditions particulières.
Une cotisation supplémentaire peut être demandée à l'assuré si les éléments de déclarations sont supérieurs à ceux indiqués dans les conditions particulières.
- **Modalités de règlement** : La cotisation est payable aux sièges sociaux des entreprises d'assurance, dans leurs directions, délégations et bureaux régionaux mais aussi chez leurs mandataires, agents généraux ou courtiers.
- **Indexation de la cotisation** :
La cotisation est modifiée au début de chaque période annuelle d'assurance, en tenant compte des éléments suivants :
 - l'évolution du risque constaté par avenant,
 - l'évolution entre l'indice de souscription et l'indice d'échéance,
 - le cas échéant, les résultats techniques du contrat,
 - le cas échéant, les conditions de réassurance de l'assureur.Cette disposition n'est pas applicable à la cotisation relative à la garantie des catastrophes naturelles qui est fixée par arrêté ministériel.
- **Non-paiement des cotisations** : L'assureur a le droit de résilier le contrat pour non-paiement des cotisations par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu du souscripteur. L'assureur doit respecter la procédure ci-dessous :



Le contrat non résilié, reprend pour l'avenir ses effets, à midi, le lendemain du jour où ont été payées à l'assureur ou au mandataire désigné par lui à cet effet, la prime ou fraction de prime ayant fait l'objet de la mise en demeure et celles venues à échéance pendant la période de suspension ainsi que les frais de poursuites et de recouvrement.

- **Règlements administratifs - Comptabilité publique** : Les primes du contrat devant être payées selon les règlements administratifs en vigueur, les assureurs renoncent à suspendre ou à résilier le contrat si le retard de paiement est dû à la seule exécution des formalités administratives.

INDEXATION DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

Les montants des garanties et des franchises évolueront à chaque échéance annuelle proportionnellement à la variation de l'indice de référence mentionné à l'acte d'engagement.

PRESCRIPTION

Conformément à l'article L.114-1 du Code des assurances, toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux (2) ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Par exception :

- les actions dérivant d'un contrat d'assurance relatives à des dommages résultant de mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse-réhydratation des sols, reconnus comme une catastrophe naturelle dans les conditions prévues à l'article L. 125-1, sont prescrites par cinq (5) ans à compter de l'événement qui y donne naissance.
- la prescription est portée à dix (10) ans dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Toutefois, ce délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

Conformément à l'article L. 114-2 du code des assurances, la prescription peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption que sont :

- la demande en justice, même en référé, même portée devant une juridiction incompétente ou annulée par l'effet d'un vice de procédure (article 2241 du Code civil). L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance (article 2242 du Code civil). En revanche, l'interruption est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée (article 2243 du Code civil).
- une mesure conservatoire prise en application du Code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée (article 2244 du Code civil).
- la reconnaissance par l'assureur du droit à garantie de l'assuré, ou la reconnaissance de dette de l'assuré envers l'assureur (article 2240 du Code civil).

Elle peut également être interrompue dans les cas ci-après :

- la désignation d'experts à la suite d'un sinistre ;
- l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur au souscripteur en ce qui concerne le paiement de la cotisation ou par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

LA RÉSILIATION DU CONTRAT

MODALITÉS DE RÉSILIATION

- **Par l'assureur** : Envoi d'une lettre recommandée à l'adresse indiquée aux conditions particulières du contrat. Le remboursement de la cotisation sera calculé au prorata temporis en fonction de la date d'effet de la résiliation et de la date d'échéance du contrat. Toutefois, en cas de non-paiement de la cotisation ou en cas de perte totale de la chose assurée résultant d'un événement garanti, la cotisation reste acquise à l'assureur.
- **Par l'assuré** : La notification de la résiliation peut être effectuée, au choix de l'assuré :
 - 1° Soit par lettre (le cachet de la poste faisant foi) ou tout autre support durable ;
 - 2° Soit par déclaration faite au siège social ou chez le représentant de l'assureur ;
 - 3° Soit par acte extrajudiciaire ;
 - 4° Soit, lorsque l'assureur propose la conclusion de contrat par un mode de communication à distance, par le même mode de communication ;
 - 5° Soit par tout autre moyen prévu par le contrat.Le destinataire confirme par écrit la réception de la notification.

RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSURÉ

- **Augmentation de tarif autre que légale ou contractuelle** : L'assuré doit adresser une lettre recommandée ou une déclaration contre récépissé au siège social ou chez un représentant de l'assureur dans les 30 jours suivant la réception de l'avis d'échéance. La résiliation prend effet un mois après notification à l'assureur.
- **Diminution du risque** : Si l'assureur n'accepte pas de diminuer le montant de la prime suite à une diminution du risque, l'assuré a la possibilité de résilier uniquement le contrat concerné. La résiliation est effective 30 jours après la dénonciation par lettre recommandée ou par déclaration contre récépissé au siège social ou chez son représentant.
- **Résiliation après sinistre** : Si le contrat prévoit pour l'assureur la faculté de résilier le contrat après sinistre, il doit également reconnaître à l'assuré le droit de résilier tous les autres contrats souscrits auprès du même assureur. La résiliation prend effet un mois à dater de la notification à l'assureur par lettre recommandée ou par déclaration contre récépissé au siège social ou chez son représentant.
- **Transfert de portefeuille de l'assureur** : L'assuré peut résilier son contrat dans le délai d'un mois suivant la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté de transfert de portefeuille.

RÉSILIATION DU CONTRAT SUITE À REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

- **Lors de redressement ou de liquidation judiciaire** : Le contrat d'assurance n'est pas résilié automatiquement. Toutefois, l'administrateur ou le débiteur autorisé par le juge commissaire ou le liquidateur ainsi que l'assureur conservent le droit de résilier le contrat pendant un délai de 3 mois à compter de la date de jugement de redressement ou de liquidation judiciaire.

RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR

- **Non-paiement des cotisations** : Se reporter au paragraphe « **COTISATION** » des présentes dispositions.
- **Aggravation du risque** : En cours de contrat, l'assureur peut résilier le contrat par lettre recommandée, si le risque présente une aggravation telle que si les circonstances nouvelles avaient été déclarées à la souscription il n'aurait pas accepté la conclusion du contrat. La résiliation prendra effet 10 jours après notification à l'assuré.
- **Omission ou inexactitude non intentionnelle dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat** : Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a la possibilité de résilier le contrat dix jours après notification adressée au souscripteur par lettre recommandée.
- **Après sinistre** :
 - la résiliation de l'assureur prend effet un mois après notification à l'assuré.
 - Pour les collectivités soumises aux règles de la Comptabilité Publique, la résiliation interviendra qu'après le délai de 3 mois à compter de la notification à l'assuré par lettre recommandée

RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR OU PAR L'ASSURÉ

- **Modification ou cessation du risque** : Le contrat d'assurance peut être résilié par chacune des deux parties lorsqu'il a pour objet la garantie de risques en relation directe avec la situation antérieure et qui ne se retrouvent pas dans la situation nouvelle. La résiliation ne peut intervenir que dans les trois mois suivant la date de l'événement. Elle prend effet un mois après notification par lettre recommandée à l'autre partie.
- **Transfert de propriété d'un véhicule à moteur ou d'un bateau de plaisance** : Le contrat est suspendu de plein droit le lendemain à 0 h du jour du transfert de propriété. Il peut être alors résilié par l'assuré et l'assureur 10 jours après notification à l'autre partie.
- **Transfert de propriété d'un bien autre qu'un véhicule à moteur ou un bateau de plaisance** : En cas d'aliénation de la chose assurée, l'assurance continue de plein droit au profit de l'héritier ou de l'acquéreur, à charge pour lui d'exécuter toutes les obligations dont l'assuré était tenu vis-à-vis de l'assureur en vertu du contrat. Toutefois, il est loisible soit à l'assureur, soit à l'héritier ou à l'acquéreur de résilier le contrat. L'assureur peut résilier dans un délai de trois mois à partir du jour où l'attributaire définitif des objets assurés a demandé le transfert de la police à son nom. La résiliation prend effet 10 jours à compter de la date d'envoi de la lettre de résiliation.
- **Echéance annuelle** : Se reporter au paragraphe « DUREE DU CONTRAT » des présentes dispositions.

RÉSILIATION DU CONTRAT DE PLEIN DROIT

- **Perte totale du bien assuré résultant d'un événement non prévu au contrat** : La résiliation prend effet à la date de la perte.
- **Réquisition de la propriété du bien assuré selon les conditions prévues par la législation en vigueur** : Le contrat est résilié à la date de dépossession du bien.
- **Retrait total de l'agrément ou liquidation judiciaire de l'assureur** : La résiliation prend effet quarante jours à compter de la publication au journal officiel du retrait d'agrément.

LES OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE

DÉCLARATION D'UN SINISTRE

- **Déclaration** : L'assuré s'engage à informer l'assureur, dès qu'il a connaissance des faits susceptibles de faire jouer sa garantie, et au plus tard dans le délai de 8 jours ouvrés à compter de cette prise de connaissance.
- **Déclaration tardive** : **La déchéance de garantie pour déclaration tardive au regard des délais ci-dessus ne peut être opposée à l'assuré que si l'assureur établit que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice. Elle ne peut être opposée à l'assuré dans tous les cas où le retard est dû à un cas fortuit ou de force majeure.**

PROCÉDURE DE DÉCLARATION DE SINISTRES

- L'assuré doit indiquer à l'assureur la date, le lieu, les circonstances du sinistre, sa nature, ses causes et conséquences connues ou présumées, le montant approximatif des dommages,
- L'assuré doit transmettre à l'assureur, dès réception, tous avis, lettres, convocations, assignations ou citations, actes extrajudiciaires ou pièces de procédure concernant le sinistre qui lui sont adressés, remis ou signifiés tant personnellement qu'à ses préposés,
- L'assuré doit prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter l'importance du sinistre et sauvegarder les objets assurés,
- L'assuré doit communiquer à l'assureur tous les documents nécessaires à l'expertise,
- L'assuré doit indiquer à l'assureur l'endroit où les dommages peuvent être constatés et ne procéder à aucune réparation avant le passage de l'expert.
- **Exagération des pertes** : **L'assuré sera déchu de tout droit à indemnité dans les cas suivants :**
 - **Exagération volontaire du montant des dommages,**
 - **L'assuré prétend détruits ou disparus des biens n'existant pas,**
 - **Dissimulation des biens assurés,**
 - **Falsification des justificatifs,**
 - **Fausse déclarations intentionnelles sur la nature, les causes, les circonstances ou les conséquences d'un sinistre.**

EXPERTISE

- **Évaluation de gré à gré** : Le montant des dommages est évalué de gré à gré. L'assuré et l'assureur s'entendent sur l'estimation des pertes et sur l'indemnisation qui en résulte. En cas d'échec, les dommages sont estimés par une expertise amiable contradictoire.
- **Expertise amiable contradictoire** : Chacune des parties choisit un expert. En cas de désaccord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix. L'assureur et l'assuré paient les frais et honoraires de leur propre expert et s'il y a lieu la moitié des honoraires du troisième expert.

DÉLAI DE RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ

- Le paiement de l'indemnité est versé dans un délai 30 jours à compter de la date d'accord entre l'assuré et l'assureur ou de la décision judiciaire devenue exécutoire.

AVANCE SUR INDEMNITÉ DE SINISTRE

Pour tout sinistre garanti, l'assureur s'engage à mandater un expert dans un délai maximum de 15 jours après réception de l'avis de sinistre. Les experts devront rédiger un rapport dans un délai de 60 jours fixant l'indemnité provisoire à compter de la réception de l'état définitif des pertes. L'assureur versera alors un acompte prévisionnel de 50 % de cette indemnité dans un délai de 30 jours. Tout dépassement de ces délais entraînera des intérêts de retard calculés par jour calendaire aux taux fixés par la Banque de France.

FRANCHISE PAR SINISTRE

Les dommages frappant simultanément plusieurs biens et ayant la même origine constituent un seul et même sinistre. Les franchises prévues aux Conditions particulières s'entendent alors par événement générateur quel que soit la localisation ou le nombre de biens affectés par ce même sinistre.

SUBROGATION

L'assureur est subrogé, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui, dans les droits et actions de l'assuré contre tous responsables du sinistre.

Si la subrogation ne peut plus s'opérer en faveur de l'assureur du fait de l'assuré, alors la garantie cesse d'être engagée dans la mesure où aurait pu s'engager cette subrogation.

L'assureur peut renoncer à exercer son recours contre un éventuel responsable. Mais, si le responsable est assuré, l'assureur pourra exercer son recours, contre l'assureur du responsable, dans la limite de cette assurance.

LES DISPOSITIONS DIVERSES

COASSURANCE

Si le contrat est souscrit en coassurance, en cas de retrait d'un des coassureurs, les autres coassureurs s'engagent à se répartir la quote-part proportionnellement à leur engagement.

COMMUNICATION DES STATISTIQUES SINISTRES ANNUELLES

Les statistiques sinistres annuelles seront transmises à l'assuré par l'assureur ou son intermédiaire dans le délai de 6 mois suivant chaque échéance annuelle du contrat.

Elles indiqueront obligatoirement :

- le coût total des sinistres réglés par l'assureur,
- le montant de la franchise,
- le coût des honoraires d'experts,
- le montant des recours exercés par l'assureur auprès de tiers responsables.

LITIGES

Préalablement à tout recours juridictionnel, en cas de litige non résolu entre l'assuré et l'assureur, le Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges pourra être saisi, soit par le représentant légal de l'assuré, soit par l'assureur.

DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

L'unité de compte du marché est l'euro.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative à ce contrat doivent être rédigés par écrit, en caractères apparents, en français.

Il est demandé au candidat de fournir l'agrément l'autorisant à exercer en France. Ces preuves doivent être fournies en photocopies accompagnées d'une traduction garantie réelle et conforme.

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

ANNÉE D'ASSURANCE

L'année d'assurance est la période comprise entre deux échéances annuelles de prime

ARBITRAGE

En cas de désaccord entre l'assureur et l'assuré au sujet des mesures à prendre pour régler un litige, il est fait appel à l'arbitrage d'une personne désignée d'un commun accord par l'assuré et l'assureur, à défaut, l'arbitre est désigné par le président du Tribunal Judiciaire statuant en référé.

AVOCAT

Personne qui régulièrement inscrite à un barreau, conseille en matière juridique ou contentieuse, assiste ou représente les clients en justice.

ASSURÉS – BÉNÉFICIAIRES DE LA GARANTIE PROTECTION JURIDIQUE

L'Office Public de l'Habitat (OPH) ou HLM désigné aux conditions particulières dans le cadre des compétences liées à son statut.

ASSURÉS – BÉNÉFICIAIRES DE LA GARANTIE PROTECTION JURIDIQUE DES AGENTS ET DES ÉLUS

Les agents, personnels salariés de droit public ou de droit privé, dans le cadre de leurs fonctions, missions ou délégations pour le compte de l'Office Public de l'Habitat ou HLM désigné aux conditions particulières.

Le Directeur Général et les élus en exercice ainsi que les élus ayant cessé leurs fonctions.

Les parents (conjoint, enfants, ascendants directs) des agents ou des administrateurs, lorsque, du fait des fonctions de ces derniers, ils sont victimes de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages, pour la garantie de recours.

Par extension, un ancien agent ou ancien élu bénéficie de la qualité d'assuré, si les faits constitutifs du litige sont survenus alors qu'il était préposé du souscripteur.

CONFLIT D'INTÉRÊT

Le conflit d'intérêt existe lorsque l'assureur garantit à la fois le responsable et la victime de l'accident.

En cas de conflit d'intérêt entre l'assureur et l'assuré, c'est à dire :

- Si l'assuré a souscrit auprès de l'assureur un autre contrat d'assurance dont les garanties peuvent être mises en jeu à l'occasion d'un litige couvert par le présent contrat ;

Ou

▪ En cas de survenance d'un litige qui l'oppose à un tiers que l'assureur assure par ailleurs, l'assureur doit en informer son assuré par courrier lui rappelant qu'il a la liberté de choisir un avocat ou toute autre personne qualifiée.

CONFLIT DE GESTION

Le conflit de gestion existe lorsqu'il y a désaccord entre l'assureur et l'assuré sur les suites à donner à un litige.

Sur simple demande de l'assuré, le conflit de gestion sera soumis par voie de requête conjointe au Président du Tribunal Judiciaire du domicile de l'assuré, ce magistrat statuant en amiable compositeur.

DÉPENS ET FRAIS IRRÉPÉTIBLES

Lorsqu'une affaire est portée devant les juridictions françaises, les parties engagent des dépenses très diverses qui se classent en deux catégories : les dépens et les frais irrépétibles.

- Les dépens comprennent les frais d'instruction, les émoluments des officiers publics ou ministériels, la rémunération réglementée des avocats et les droits de plaidoirie.
- Les frais irrépétibles comprennent les frais frustratoires, les honoraires de plaidoirie des avocats, les mémoires et consultations des juristes et les frais de déplacement des parties.

Si les frais de procédures sont entièrement pris en charge par l'assureur, les dépens et frais irrépétibles qui seront le cas échéant octroyés devront être reversés à l'assureur.

Si les frais de procédures dépassent le plafond de garantie les frais et dépens octroyés seront répartis proportionnellement à concurrence des sommes exposées par l'assureur et l'assuré.

DOMMAGE CORPOREL

Toute atteinte à l'intégrité physique subie par une personne.

DOMMAGES IMMATÉRIELS CONSÉCUTIFS

Tout préjudice pécuniaire qui est la conséquence directe de dommages corporels ou matériels assurés résultant, soit de la privation de jouissance d'un droit, soit de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble, soit de la perte d'un bénéfice ou d'une exploitation.

DOMMAGES IMMATÉRIELS NON CONSÉCUTIFS

Tout préjudice autre qu'un dommage corporel et/ou matériel et qui n'est pas la conséquence d'un dommage corporel et/ou matériel garanti.

DOMMAGES MATÉRIELS

Toute détérioration ou toute destruction subie par une chose ou toute atteinte à l'intégrité physique subie par un animal domestique.

FAIT GÉNÉRATEUR DU LITIGE

Il s'agit de tout événement, situation ou fait portant grief à quelqu'un ou perçu comme portant atteinte aux droits d'une personne. Le fait générateur du litige entraîne un préjudice ou une atteinte à ses droits.

FRANCHISE

Partie des dommages restant toujours à la charge de l'assuré.

INDICE

Valeur destinée à actualiser les garanties, les franchises et la prime du contrat.

LITIGE

Protection juridique du Souscripteur :

Différend, désaccord ou contestation d'un droit dont le caractère préjudiciable ou répréhensible est susceptible de motiver une réclamation ou des poursuites opposant l'assuré à un tiers identifié.

Protection juridique et fonctionnelle des élus et des agents :

- Défense pénale : pour tout acte de mise en cause d'un élu ou d'un agent devant une juridiction pénale ou dans le cadre d'une instruction pénale (dépôt de plainte avec constitution de partie civile, citation directe, mise en examen...).
- Recours : tout dommage résultant de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages à l'encontre d'un assuré.

NÉGOCIATION

C'est l'ensemble des discussions entre l'assureur et l'assuré, directement ou avec l'assistance de tiers, qui vont permettre d'aboutir à une solution de compromis ou au contraire de nouer un litige.

La négociation permet une solution amiable dans le cas où une des parties accepte les prétentions de l'autre. Lorsque la négociation aboutit à une solution impliquant des concessions réciproques, il s'agit alors d'une transaction, qui a des effets particuliers.

PROTECTION JURIDIQUE

L'article L127-1 du Code des Assurances définit cette catégorie d'assurance :

« Est une opération d'assurance de protection juridique, toute opération consistant, moyennant le paiement d'une prime ou d'une cotisation préalablement convenue, à prendre en charge des frais de procédure ou à fournir des services découlant de couverture d'assurance, en cas de différend ou de litige opposant l'assuré à un tiers, en vue notamment de défendre ou de représenter en demande l'assuré dans une procédure civile, pénale, administrative ou autre ou contre une réclamation dont il est l'objet ou d'obtenir réparation à l'amiable du dommage subi ».

RÉCLAMATION

On entend par réclamation :

- Toute demande amiable écrite faite par toute personne autre que l'assuré,
- Toute poursuite civile,
- Toute poursuite, enquête, instruction ou investigation pénale,
- Toute enquête ou poursuite administrative,
- Toute procédure arbitrale,

Menée à l'encontre d'un assuré pour toute faute professionnelle pendant la période d'assurance ou la période de garantie subséquente.

SINISTRE

Toute réclamation faite par ou à l'encontre de l'assuré suite à un différend ou à un litige.

SOUSCRIPTEUR

L'Office Public de l'Habitat (OPH) ou HLM désigné aux conditions particulières

TIERS

Toute personne identifiée, physique ou morale, qui n'a pas la qualité d'assuré au sens du présent contrat.

TRANSACTION

La transaction est le contrat par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître. L'objet de cette dernière est de régler un litige au moyen de concessions réciproques.

LES EXCLUSIONS GÉNÉRALES

En complément des exclusions prévues dans les définitions, ne sont jamais garantis :

- les litiges antérieurs à la prise d'effet du contrat, sauf si l'assuré établit qu'il était dans l'impossibilité d'en avoir connaissance à cette date.
- les fautes intentionnelles commises par l'assuré, prouvées et caractérisées par l'intention de nuire avec conscience des conséquences de son acte,
- les litiges résultant d'une faute personnelle de l'assuré, détachable de l'exercice de ses fonctions,
- les litiges consécutifs à un crime, à un délit ou à une rixe, commis par l'assuré ou avec sa complicité, à l'exception du cas de légitime défense,
- les litiges relatifs à l'expression d'opinions politiques, syndicales ou à des conflits collectifs du travail,
- les litiges de nature fiscale ou douanière,
- les litiges relatifs au droit des marques et des brevets,
 - les litiges portant sur le recouvrement de créances,
 - les litiges portant sur le cautionnement,
- les litiges afférents aux droits de succession et aux legs,
- les litiges consécutifs aux accidents de la circulation et aux infractions au Code de la Route impliquant un véhicule dont l'assuré a la propriété ou l'usage habituel,
- les litiges relevant d'assurances obligatoires à la charge de l'assuré ou garantis au titre d'une clause de défense-recours d'un contrat d'assurance responsabilité civile ou d'assurance de dommages,
- les litiges consécutifs au non-paiement par l'assuré de sommes dont le montant et l'exigibilité ne sont pas sérieusement contestables,
- les litiges nés de la guerre civile ou étrangère, d'actes de terrorisme ou de sabotage ; cependant, les litiges consécutifs à des émeutes ou mouvements populaires sont garantis si les représentants de l'assuré n'y ont pris aucune participation,
- les litiges relevant de la Cour d'assises,
- les litiges relevant des responsabilités édictées par les articles 1792 à 1792-6 du Code civil,
- les litiges concernant l'assurance de dommages visée à l'article L.242-1 du Code des assurances,
- les litiges relevant du contentieux électoral,
- les litiges opposant l'assuré à son assureur sauf lors de l'application de la clause arbitrage ou conflit d'intérêt.

LES DÉFINITIONS DES GARANTIES

LA PROTECTION JURIDIQUE ET FONCTIONNELLE DES ÉLUS ET DES AGENTS

Le contrat a pour objet de prendre en charge :

- La défense de l'assuré pour toute mise en cause ou en cas de réclamation amiable ou contentieuse,
- Le recours que l'assureur doit intenter pour obtenir l'indemnisation d'un préjudice, la restitution de biens, la reconnaissance de droits non prescrits ou toute autre réparation,
- La protection de l'agent et/ou de l'élu contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont il pourrait être victime à l'occasion de ses fonctions ainsi que dans le cas où il a fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle.
- L'assistance psychologique du maire et de l'élu suppléant ou ayant reçu délégation en cas de situation de crise.

Le contrat intervient à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère :

- de faute détachable dans l'exercice de leurs fonctions pour les élus,
- d'une faute personnelle pour les agents.

En particulier, l'assureur garantit la défense pénale de l'assuré dans le cadre de l'exercice de ses fonctions :

- Lorsqu'il est poursuivi en qualité d'auteur, de co-auteur ou de complice d'une infraction pénale non intentionnelle, résultant d'une maladresse, d'une imprudence, d'une négligence ou inattention, d'une méconnaissance ou inobservation des lois et règlements d'un manque de précaution ou d'une abstention fautive.
- Lorsqu'il est victime de violences physiques volontaires perpétrées ou entraînant une incapacité de travail, lorsqu'il fait l'objet d'injures publiques ou de diffamation, de menaces de mort ou de menaces réitérées.

Exclusions :

- **les sinistres résultant de la participation de l'assuré à un crime, un délit intentionnel ou une rixe** sauf en cas de légitime défense.
- **les sinistres liés au contentieux électoral.**
- **les sinistres opposant directement l'agent/élu au Souscripteur.**

LA PROTECTION JURIDIQUE DU SOUSCRIPTEUR

Le contrat a pour objet de garantir les litiges liés aux compétences du Souscripteur aux attributions qui lui sont dévolues par les textes en vigueur.

Les litiges peuvent avoir pour origine un accident ou un préjudice subi par l'assuré, engageant la responsabilité d'autrui. Ces litiges peuvent aussi être dus aux actes, décisions ou omissions de l'assuré ou d'autrui.

Par ailleurs, l'assureur devra répondre aux demandes de conseils juridiques de tous ordres, notamment dans le cadre du droit administratif, civil et pénal.

Exclusions :

- **Les frais antérieurs à la déclaration du litige à l'assureur.**
- **Les cautions pénales, les astreintes.**
- **Les condamnations en principal et intérêts.**
- **Les amendes pénales ou civiles et les pénalités de retard.**
- **Les dommages et intérêts et autres indemnités compensatoires.**
- **Les frais engagés à la seule initiative de l'assuré, sans l'accord préalable de l'assureur.**

ASSURÉS**PROTECTION JURIDIQUE ET FONCTIONNELLE DES AGENTS ET ÉLUS**

- Tous agents de droit public ou de droit privé préposés de l'assuré, en activité ou en retraite, à l'occasion de leurs fonctions,
- Le directeur général et, d'une manière générale, tous les élus en exercice ainsi que les élus ayant cessé leurs fonctions ainsi que leur conjoint, ascendants et descendants directs.

PROTECTION JURIDIQUE DU SOUSCRIPTEUR

- Le souscripteur.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ASSURÉ

EFFECTIF SALARIÉ	💵 430 environ
MASSE SALARIALE BRUTE	💵 21 340 000 €
EFFECTIF DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	💵 28 environ
MONTANT DES LOYERS QUITTANCÉS	💵 22.000.000 € environ
NOMBRE D'ÉTUDIANTS LOGÉS	💵 5 600
MONTANT DES BOURSES OCTROYÉES	💵 168 000 000 euros en 2024
NOMBRE DE REPAS SERVIS/AN	💵 2 000 000

PÉRIODE DE GARANTIE

La garantie du contrat est due sans délai de carence pour tous les litiges garantis :

- Qui ont une origine postérieure à la date d'entrée en vigueur du contrat.
Sont exclus les litiges antérieurs à la prise d'effet du contrat, sauf si l'assuré établit qu'il était dans l'impossibilité d'en avoir connaissance à cette date.
- Déclarés antérieurement à la date de résiliation du contrat.
Sont cependant garantis les litiges déclarés à l'assureur dans un délai de 6 mois à compter de la date de résiliation du contrat dès lors que le premier acte de poursuite pénale à l'encontre de la personne mise en cause est intervenu entre la date d'effet et la date de résiliation du contrat ou dès lors que l'infraction dont l'assuré a été victime a été commise pendant cette même période.

MODALITÉS D'INDEMNISATION

CHOIX DE L'AVOCAT OU DE L'EXPERT

Conformément à l'article L127-3 du Code des Assurances, l'assuré a « la liberté de choisir un avocat ou, s'il le préfère une personne qualifiée pour l'assister, chaque fois que survient un conflit d'intérêt entre lui-même et l'assureur ».

Lorsque l'assuré choisit lui-même son mandataire, l'assureur rembourse à l'assuré les frais exposés dans la limite des sommes prévues par l'assureur.

RÈGLEMENT DES SINISTRES

Le règlement des sinistres est effectué TVA incluse dans la mesure où l'assuré n'est pas assujetti à la TVA sur le sinistre concerné.

LES MODES DE GESTION CHOISIS PAR L'ASSUREUR

L'assureur indiquera le mode de gestion choisi conformément au décret d'application du 1^{er} août 1990 :

- Gestion par un service distinct, autonome et spécialisé en protection juridique,
- Gestion par une entreprise juridique distincte,
- Gestion entièrement déléguée à un avocat choisi par l'assuré.

DISPOSITIONS DIVERSES

PRÉAVIS DE RÉSILIATION

Par dérogation à toutes dispositions contraires des Dispositions générales, il est convenu que tous les cas de résiliation du contrat, par l'assureur ou par l'assuré, sont assortis d'un délai de préavis de 6 mois.

ANTÉCÉDENTS

MOTIF DU RENOUVELLEMENT DU MARCHÉ

Fin de période.

ANTÉCÉDENTS D'ASSURANCE

L'assuré déclare ne pas avoir fait l'objet, depuis 3 ans, d'une résiliation pour sinistre, défaut de paiement ou fausse déclaration, d'un contrat garantissant tout ou partie des mêmes risques.

ASSUREUR

MAIF

SEUIL D'INTERVENTION ACTUEL

Montant du seuil d'intervention Protection juridique : 750 €

Montant du seuil d'intervention Protection fonctionnelle : 0 €

ANTÉCÉDENTS SINISTRES

Voir annexe.

LIMITATIONS PARTICULIÈRES DE GARANTIES

Les garanties accordées à l'assuré sont limitées dans les conditions suivantes, par sinistre :

PROTECTION JURIDIQUE ET FONCTIONNELLE DES AGENTS ET ÉLUS	
Protection juridique et fonctionnelle	50.000 €
Frais de protection	15.000 €
PROTECTION JURIDIQUE DU SOUSCRIPTEUR	
Protection juridique	50.000 €

SEUILS D'INTERVENTION

	SOLUTION DE BASE
Protection juridique et fonctionnelle des agents et élus	Néant
Protection juridique du Souscripteur	Action amiable : néant Action judiciaire : 750 €

ANNEXES

STATISTIQUES SINISTRES
